



Le Suffrage universel

La Coopération des idées

Revue mensuelle d'Éducation Sociale



SOMMAIRE :

- G. DEHERME..... *Le Suffrage Universel.*
 E. THIAUDIÈRE..... *L'Action pacificatrice en Italie.*
 X..... *L'École devant la Nation.*
 *Fédération des U. P. du Nord-Est.*
 G. D..... *Les Livres qui font penser.*



ABONNEMENTS :

France : Un an : 3 francs. — Six mois : 1 fr. 50
Étranger : Un an : 4 francs.



Le Numéro : 0 fr. 25

ADMINISTRATION ET RÉDACTION :

157, Faubourg Saint-Antoine (XI^e Arr)
 PARIS

VIENT DE PARAÎTRE :

Le **Mouvement Éthique**, par ALFRED MOULET, 1 fr. 75 franco (à la *Coopération des Idées*). — Nous recommandons particulièrement cette étude documentée du mouvement éthique international.

A NOS ABONNÉS

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur **abonnement est terminé** sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement, pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de **refuser** au facteur le numéro qui suivra l'**avertissement**.

EAU DE MOLAS

NATURELLE, GAZEUSE, BICARBONATÉE, FERRUGINEUSE. LA PLUS LÉGÈRE A L'ESTOMAC, LA PLUS AGRÉABLE

La seule prescrite pour les maladies de l'Enfance

La Caisse de 25 bouteilles : 9 fr. 25

Ecrire au gérant des SOURCES DE MOLAS, LE BOULOU (Pyrénées-Orientales)

Même domaine : VIEUX ROUSSILLON de coteaux : 70 fr. la barrique. — GRENACHE doré authentique, non viné, 16 degrés, en bouteilles 1 fr. 50 le litre. { logé, franco de port et de régie



La Coopération des idées

Le Suffrage Universel

« Dix millions d'ignorances
ne font pas un savoir. »

H. TAINÉ.

Dix millions de votes ne
font pas une volonté.

On a confondu gouverner — concept monarchique — et agir — concept démocratique. L'erreur du suffrage universel est la conséquence logique de cette confusion.

La formule, certes, est entraînante. Elle peut déchaîner des émeutes. Mais examinons bien ce qu'elle recouvre, et nous connaissons qu'elle ne peut organiser un État, — ni par l'autorité, ni par la liberté. Le suffrage universel ne peut, au surplus, s'organiser soi-même ; car, si le Gouvernement par plusieurs est une méprise, le Gouvernement par beaucoup est une folie, et le Gouvernement par tous est impossible. Il est donc, avant tout, une fiction. Voici des chiffres :

Sur 38.961.000 habitants, en France, nous avons 11.787.000 électeurs. Sur ce nombre, il n'y eut aux dernières élections de 1898 que 8.160.000 votants. Nos 580 rois incohérents qui nous mènent depuis n'ont été élus que par 4.898.000. Et il y a encore du

déchet. On a constaté que les 271 députés qui, le 26 juin 1899, ont instauré le ministère Waldeck-Rousseau, notre gouvernement actuel, ne représentent que 2.330.000 électeurs. Or, durant trente années de République, la majorité — qui est, en fait, la minorité des électeurs représentés, qui est la minorité des électeurs inscrits, qui est la minorité des Français (1), — n'a jamais été beaucoup plus forte, et elle a été souvent plus faible (2).

Voici donc le suffrage universel, — même si l'on accepte l'arithmétique la plus grossière, par quoi il se défend le mieux : Sur 38 millions de Français, 2 millions l'emportent, qui ne sont des plus dignes, des plus compétents, des plus énergiques, — et il est supposé qu'ils font la loi.

* *

Le citoyen Jaurès a dit un jour : « Le suffrage universel a fait du peuple une assemblée de rois. » Admirez cette optimisme héroïque. Mais rectifions. Il s'agit de « dieux ». L'électeur est ubiquitaire, car, à l'occasion, il vote dans plusieurs circonscriptions à la fois. Il est immortel, puisque, parmi ceux qu'on a vu enterrer, il en est qui persistent à remplir leurs de-

(1) Rappelons les chiffres :

Population :	38.961.000	Électeurs :	11.787.000
Électeurs :	11.787.000	Représentés :	4.898.000
Non électeurs :	27.174.000	Non représentés :	6.889.000
		Électeurs représentés :	4.898.000
		Majorité ministérielle :	2.330.000
		Minorité — :	2.568.000

(2) Le total des voix non représentées, battues et abstentions est toujours supérieur à celui des voix représentées ; en 1877, 51 p. 100 ; en 1881, 55 p. 100 ; en 1885, 57 p. 100 ; en 1889, 59 p. 100 ; en 1893, 56 p. 100 ; en 1898, 55 p. 100.

voirs civiques. De plus, il opère des miracles dans certaines urnes prédestinées.

La vérité est que le suffrage universel provoque la fraude et la corruption. Il faut de l'argent, beaucoup d'argent pour « faire » une élection. Cela va de 10.000 à 200.000 francs. Les chances d'être élu augmentent naturellement avec la somme qu'on peut mettre dans l'affaire. Car cela devient une « affaire ». Le plus souvent, derrière le candidat, lié d'avance, il y a la commandite. Récemment, M. Harduin écrivait dans le *Matin* :

Décidément, il faut en prendre son parti. Au temps des mercenaires, on disait : « Pas d'argent, pas de Suisses. » Aujourd'hui, les électeurs ont remplacé les Suisses. Pas moyen de les faire marcher pour sauver la patrie, si l'on n'a pas une caisse abondamment pourvue.

Nous prenons peu à peu le cynisme des mœurs électorales des Républiques américaines, où l'électeur s'achète à la grosse.

Qu'on s'en indigne, je le veux ; mais on ne saurait le nier. Cette pratique est inhérente au système.

On entend bien qu'il ne s'agit pas toujours d'une pièce de cent sous pour l'électeur et d'une place de cantonnier pour le courtier politique ; mais de tous les intérêts particuliers, professionnels ou locaux, que le candidat est contraint de promettre de servir. C'est le marché. Et ce qui sauve pour un temps le pays, en somme, c'est que, élu, le député échappe à l'électeur et qu'il n'est pas tenu de respecter le marché antisocial qu'il a passé avec lui.

Mais il faut tout de même faire des concessions. Le fonctionnarisme est le moyen électoral par excellence, et c'est le contribuable qui paye. En trente années de République, le nombre des fonctionnaires s'est élevé

de 1.800.000 à 4.100.000, et leur budget de 215 à 640 millions de francs. Tout électeur aspire à être fonctionnaire, sinon candidat. Gambetta disait : « Il ne faut pas croire que la République est un Gouvernement à bon marché. » Le mal est moindre, d'ailleurs, que si le mandat impératif, à défaut de sa conscience, contraignait le député à réaliser le programme qu'il a signé au temps des surenchères. Mais il est grand néanmoins. Le fonctionnarisme absorbe toute activité sociale. Il nous habitue à considérer l'État comme un butin, dont le parti le plus fort peut s'emparer.

Ce n'est pas pour des idées que luttent les partis, c'est pour la conquête du pouvoir. On ne lutte pas pour des idées : on les réalise. On ne lutte que pour satisfaire des convoitises ou des haines. Dans la *Petite République*, récemment, M. Paul Brousse avouait ceci :

Dans les Chambres, disions-nous, on ne vote plus ni sur des idées ni sur des programmes, — vieilles guitares ! — mais *pour* ou *contre* des cabinets, et ce reproche doit équitablement s'adresser à tous les partis. Pour conserver un cabinet, on vote à sa suite toutes les choses les plus contraires à celles que l'on a promises à ses électeurs, ne recouvrant la faculté de voter selon son programme que si on le peut faire sans toucher au cabinet.

Avoir le pouvoir, c'est disposer des places et de l'influence qui se vend cher. Par des places et des rubans on se fait des partisans, on fait taire les oppositions. Les autres espèrent. C'est gouverner. Mais il y en a qui, impatientes, pontent sur d'autres couleurs. Et ce sont les partis, c'est-à-dire la guerre civile chronique. Le suffrage universel, c'est la guerre civile. Or la guerre qui ruine, qui démoralise, ne fonde rien. Ce qu'un politicien cherche dans une réforme, ce n'est pas plus de justice, plus de liberté dans la so-

ciété, mais plus de force pour le parti qui le soutient, pour l'État qu'il exploite, et assurer sa réélection. Il n'est pas une des réformes qui, à l'heure actuelle, sont discutées au Parlement, qui ne puisse être réalisée plus promptement, plus sûrement par les associations ouvrières, si on y dépensait une partie de l'argent et de l'énergie qu'on gaspillera à la prochaine bataille électorale.

Tous les éléments de reconstitution sociale qui se sont développés depuis quelques années : coopératives, de consommation, de production, de crédit, syndicats, universités populaires, etc., sont sortis d'abord de la seule initiative privée. Quand ces associations sont des forces, plus tard, les partis ne s'y glissent que pour les dissoudre ou les dénaturer. Ils sont pour la guerre, et non pour l'action organique.

Il s'est ainsi constitué, dans la nation, une corporation de 50.000 politiciens, membres de comités électoraux, dont l'intérêt professionnel est la division des citoyens français. Les réformes ne sont pas un but, mais un moyen de ces divisions dont ils vivent. On est pour ou contre ces réformes, suivant son parti, mais, on l'entend bien, toujours contre la liberté.

La spécialisation des fonctions est une loi sociale, le système représentatif est absurde. Au lieu d'avoir à la Chambre, naturellement, une représentation de toutes les activités sociales, nous avons donc plus de cent avocats, et le reste médecins et journalistes. Le suffrage universel forme des rois.

Mais quels rois ? On peut soutenir que le niveau mental et moral baisse à chaque législature. Ce qui est le plus commun à tous est ce qui est le plus bas. Une assemblée mettra toujours la raison éclairée en minorité, à moins qu'elle n'en subisse la juste dic-

tature. Mais cela ne dure pas. La compétence est singulière, l'honnêteté est fière. Les hommes de valeur cèdent la place aux avocats, qui savent mieux les procédés et n'ont pas de vaines susceptibilités.

L'élection est donc loin d'être une sélection.

Un de ces procédés les plus nocifs est la surenchère électorale, qui a fait naître, dans la société, une véritable hystérie. Aucun candidat ne conviendra, avec Buckle, que « le véritable progrès consiste à défaire et non à faire des lois ». Ce serait déprécier sa propre marchandise. Il ne recule devant aucune promesse. Et l'électeur attend que de bonnes lois, qu'on ne lui mesure pas du reste, le dispensent de toute peine, et même de vertus. Les foules aimeront toujours le miracle. Quand on est une majorité, on n'a pas besoin de réfléchir, d'agir, d'accepter une responsabilité : on a son délégué qui assume tout, qui promet tout, et qui parle bien.

Le suffrage universel entretient dans ce pays une agitation malsaine et une fièvre débilitante qui énervent toutes les forces vives. « Étant corruptible, a écrit M. Ch. Benoist, il est corrupteur. Il livre le pays à trois ou quatre catégories ou professions politiques. Il ne donne jamais qu'une représentation adultérée ; une législation impulsive et incohérente ; un gouvernement précaire et contraint à de mesquines négociations de couloirs ; un État incertain, chancelant, à toute heure sur le point d'être renversé. Il est également incapable de fonder une démocratie et de ne pas fonder une démagogie. Après quelques expériences ou répétitions, aucun suffrage n'est moins universel que lui ; nul moins que lui n'est un libre suffrage. »

* *

Il est question, il est vrai, de réformer le suffrage universel. On a institué le scrutin de liste en 1871, puis le scrutin d'arrondissement en 1875 ; en 1885 on a rétabli celui-là, et en 1889 celui-ci. Après des scrutins différents, le même gâchis s'est propagé, les mêmes scandales ont éclaté, les mêmes périls, — ordre moral, 16 Mai, boulangisme, antisémitisme, nationalisme, — ont menacé notre fantôme de République.

Le vote des femmes et l'obligation, en généralisant le suffrage, étendraient le mal. Préservons au moins la femme de la corruption publique, n'empêchons pas l'abstention digne. Et puis, ce ne serait pas encore l'universalité, pas même la majorité arithmétique.

On préconise le « suffrage universel organique », c'est-à-dire la représentation professionnelle. Nous avons l'exemple des élections aux Conseils de prud'hommes, où parfois les électeurs ouvriers imposent à leurs mandataires, non l'engagement de juger selon leur conscience, mais de toujours donner gain de cause aux ouvriers. Il est probable que les patrons, d'autre part, en font autant. Les partisans de la représentation professionnelle ont oublié que l'intérêt de classe l'emporte sur l'intérêt professionnel, et l'intérêt individuel sur l'intérêt de classe. Ils ont oublié surtout que l'État n'est pas la somme de ces intérêts antagoniques. Il me paraît que nous avons assez de partis politiques sans susciter encore des partis économiques. Si c'était vraiment mettre un peu d'ordre dans l'exercice du suffrage universel que de l'organiser par corporation, ce serait aussi accroître le désordre profond où nous sommes, en compliquant la lutte civile politique d'une lutte civile économique. Le suffrage uni-

versel n'est pas un but. Ce n'est pas son organisation qui importe, mais celle de la société.

On nous propose aussi la représentation proportionnelle, pour faire la part des minorités ; or, nous l'avons vu, il n'y a, en fait, que les minorités qui soient représentées. Et puis, ce serait encore fortifier les partis, au détriment de la démocratie. Nous n'avons pas à organiser la guerre, mais à la supprimer.

Nous voyons bien que tout système électif nécessite les partis, c'est-à-dire, en somme, la guerre intérieure. Sans partis, le parlementarisme serait encore plus corrompu. Mais, en France, les partis sont trop nombreux, et il n'est même plus possible de régler leurs luttes

Voici, enfin, une réforme des plus ingénieuses imaginée par M. Paul Lapie : l'arbitrage politique. Au lieu de laisser battre les partis, on les concilierait par l'arbitrage. Sans doute le juge est excellent, quand il dispose d'une sanction et d'une force pour l'appliquer. Mais il serait naïf, à tout le moins, d'admettre que le parti qui détiendra le pouvoir, c'est-à-dire une force supérieure à celle du juge, respectera le jugement qui sera contre lui. Il ne s'y soumettra, comme le font les Nations, que dans des cas de peu d'importance et quand il pensera par là augmenter sa force pour résister dans les cas graves. Si l'on parvenait cependant à obtenir des concessions mutuelles, pour deux partis d'égales forces, ce ne pourraient être que des concessions négatives. Et c'est ainsi que ce serait une réforme. Le parlementarisme fait son moindre mal quand il ne fait rien. La société vit d'agir.

La réforme d'une institution sociale, dans une démocratie, consiste à la généraliser et à la faire plus efficace. En généralisant le suffrage universel et en le

rendant plus efficace, on multiplie ses vices, on augmente ses dangers, on creuse la plaie. Il n'y a pas de réforme possible. Même s'il était parfait, et exactement ce qu'il veut être, et pur, il ne serait encore qu'une mystification.

..

Voici ce qu'il faut opposer au fétichisme mathématique sur quoi repose le suffrage universel : On ne délègue pas son savoir, on ne délègue pas son vouloir, on ne délègue pas sa responsabilité. Les idées ni la volonté ne sauraient se représenter par le nombre. Une idée vaut par les vérités qu'elle éclaire, par les volontés qu'elle détermine; une volonté s'affirme par l'action qu'elle ose.

Les problèmes sociaux sont trop complexes pour être résolus par une addition ou une soustraction de voix. Une majorité, dans aucun cas, ne saurait être un instrument de vérité. Il n'y a pas d'action sans unité de direction. « Une assemblée, dit P. Laffitte, ne peut jamais par elle-même organiser une direction. » A personne il n'est venu la pensée d'introduire le vote dans l'industrie, par exemple. Car là il ne s'agit pas de s'opposer pour vaincre et prendre, mais de s'unir pour travailler et de se discipliner pour produire. La société démocratique doit être un grand atelier d'action sociale.

En votant, l'électeur n'exprime pas sa volonté. C'est là un acte d'une conséquence trop faible ou trop obscure, pour qu'il manifeste autre chose, à ce moment, que son caprice ou son intérêt le plus superficiel, c'est-à-dire le plus égotiste, le moins social. La volonté s'exprime par l'action. C'est l'homme agissant qui est un élément social. La veulerie, fût-elle le

nombre, milliers ou millions, n'importe. Socialement, c'est zéro.

Le suffrage universel, c'est le rêve ou l'ivresse : la rêvasserie de l'aboulique qui ne peut vouloir, la soulerie de l'ivrogne qui croit vouloir parce que ses centres d'inhibition sont paralysés par le poison. Ce prétendu moyen de consulter la volonté du peuple est surtout un moyen d'égarer sa volonté d'abord et de l'atrophier ensuite. C'est de la lâcheté qu'il entretient que subsiste le régime. Car s'il se maintient, malgré les scandales qui l'ont dénoncé, l'impuissance où il est d'imposer son autorité ou d'organiser la liberté, le mépris qu'il inspire, c'est que nous n'avons plus le courage des violences dangereuses. Notre indignation s'apaise de renverser un ministère tous les ans.

La volonté populaire est profonde et pleine d'espoirs comme le mystère du destin humain. Elle ne peut être que le développement continu, harmonique d'un tempérament social, d'une puissance croissante de domination sur le monde et d'une capacité croissante de liberté pour les hommes. Or il est bien évident qu'il est capricieux comme une fille. Comment serait-il l'expression de cette volonté profonde ?

Des républicains, qui n'ont pas l'humeur heureuse de M. Jaurès, s'inquiètent du résultat des élections prochaines. Il leur paraît que l'avenir du pays dépend de ce résultat dont personne n'est assuré, qui, de l'aveu de tous, laisse trop de jeu au hasard, que chaque parti s'efforce, au reste, de corriger. Et ces républicains savent d'expérience qu'on fait dire ce qu'on veut au suffrage universel.

La volonté du peuple, dont à l'ordinaire les électeurs ne peuvent avoir conscience, est adéquate à

l'ordre de la société, au progrès continu de l'humanité, au développement de la liberté. Lorsqu'elle se reconnaît telle, c'est la démocratie.

Même quand, par la servile surenchère électorale, le candidat s'efforce de capter ses suffrages, ce n'est pas la volonté profonde du peuple qu'il promet de servir, mais les appétits personnels, les colères particulières de ses électeurs. Et cela, tout candidat, s'il est suffisamment délesté de scrupules, peut le faire. Voilà ce qui met la République en péril tous les quatre ans, voilà ce qui l'empêche, — péril plus grand encore, — de se réaliser. Mais ainsi, devons-nous penser, le système est jugé. « Ce n'est pas le vote universel, dit Clemenceau, qui a fait les grandes révolutions libérales du monde. Il les a sanctionnées, une fois accomplies, comme il a consacré, à quelques années, à quelques mois de distance, des régimes de réaction violente contre le mouvement libérateur. »

La démocratie ne peut s'exprimer, exactement, que par l'action libre. Or le suffrage universel détourne de l'action et substitue la tyrannie du nombre mort à la liberté vivante et féconde. Toutes nos divisions, tout notre malentendu, je l'ai dit dès les premières lignes, viennent de ce que nous persistons à croire qu'agir c'est gouverner, comme certains sauvages confondent travailler et guerroyer, conquérir et produire. Et nous en concluons que démocratiser, c'est multiplier les rois, — ce qui est l'extravagance dans l'absurde.

A l'occasion on convient que c'est un mal, mais nécessaire. Ou le despotisme d'un seul, ou le gâchis par tous ? Si c'était là l'inéluctable dilemme, pour ma part, je serais encore pour l'ordre, qui est la condition fondamentale de toute société et de toute liberté.

Mais il y a un troisième terme. Libérée définitivement de la monarchie, la société veut vivre. Ce ne peut être que par la liberté, je veux dire par l'action libre dans l'association libre. Nous devons abandonner la vieille superstition politique, le fétichisme du nombre, la survivance, injustifiable dorénavant, surtout dans la nation, de la lutte. Nous devons organiser, affranchir, agir ; multiplier à l'infini, dans la société, les centres de vie, de volonté, de conscience sociales, les points de direction et d'impulsion.

C'est déjà ce que commencent, timidement, les associations ouvrières : coopératives, syndicats, universités populaires.

Les élections prochaines sont grosses d'imprévu. Est-ce la rouge ou la blanche qui sortira ? Est-ce la République de la *Franc-Maçonnerie* ou la République de la *Patrie Française* qui gagnera ? J'avoue que mon attention se porte ailleurs.

Le Comité central de l'*Union coopérative des sociétés françaises de consommation* travaille de toutes ses forces à organiser la coopération en France. Il vient de créer un *Office coopératif commercial* qui est l'embryon d'un magasin coopératif de gros. Réussira-t-il ? — C'est cela seulement qui importe au salut de la démocratie.

G. DEHERME.

L'Action pacificatrice en Italie

L'action pacificatrice qui, depuis longtemps, a été exercée en Italie, comme dans presque tous les États de l'Europe, et plus même là qu'en beaucoup d'autres, par des penseurs humanitaires, y a reçu un dévelop-

pement considérable durant la dernière période décennale. Pas une seule grande ville de la péninsule où ne se trouve au moins une Société de paix, et très active. Il y en a, par exemple, non seulement à Rome, mais à Venise, à Naples, à Palerme, à Turin et à Milan (1). Celle de Milan, la *Società internazionale per la pace: Unione Lombarda*, est, si je ne me trompe, la plus importante de toutes. Elle possède, pour véhiculer ses enseignements, deux organes supérieurs, au point de vue artistique comme au point de vue doctrinal, à ceux que peuvent avoir les associations similaires dans le monde entier. L'un est une revue bimensuelle : *La Vita internazionale*, actuellement parvenue à sa cinquième année ; l'autre, un almanach illustré qui, aujourd'hui dans sa treizième année, après avoir paru sous les titres successifs de *Giu le armi!* (Bas les armes!) et de *Bandiera Bianca* (Bannière blanche), s'en tient jusqu'à nouvel ordre à celui-ci : *Leggetemi!* (Lisez-moi). Et ma foi, il a grandement raison de demander qu'on le lise, car on ne saurait mieux employer son temps. Il s'y trouve des matières précieuses et variées, à chaque page.

Son but est d'inculquer l'amour de la paix et, conséquemment, la haine de la guerre, mais il s'en faut qu'il le montre d'une manière trop directe et trop exclusive. Grâce à la tactique avisée de mon éminent ami Ernesto Teodoro Moneta, ce but n'a rien de fixe, mais il apparaît pour ainsi dire mobile et circulaire à toutes les pages du recueil.

Voyons un peu ce que nous trouvons dans *Leggetemi!*

(1) Un nouveau groupe pacifique s'est constitué tout récemment à Bologne, à la suite d'une conférence éloquente de Moneta.

D'abord voici ce qu'une sorte de préface, due à la plume de Moneta, nous expose :

« Lorsque, il y a treize ans, parut notre premier almanach pour la paix, la guerre entre les principales puissances militaires d'Europe semblait inévitable, et, selon quelques-uns, elle était imminente. L'œuvre concordante de la démocratie et des amis de la paix, dans les divers pays, jointe aux intérêts généraux de l'industrie et du commerce, a réussi à la conjurer. Chaque année nouvelle rend cette guerre plus improbable, tandis qu'elle rend plus nombreux et plus forts les liens de solidarité entre les divers peuples et les divers États.

« Cette victoire de la civilisation devrait ouvrir l'âme de tous les braves gens à de meilleures espérances.

« Cependant d'autres récents événements, comme la guerre du Transvaal, la fièvre du militarisme communiquée aux peuples anglo-saxons, qui jusqu'à présent en avaient été exempts, le réveil de l'anarchisme homicide, et, récemment, la discorde née au sein du socialisme (1), semblaient donner raison aux sceptiques et aux pessimistes en veine de répéter l'antique proverbe que le monde en vieillissant devient pire.

« Heureusement, en remontant aux causes de ces faits, on en peut tirer des conclusions moins amères.

« Les peuples anglo-saxons se sont laissés séduire par la manie de l'impérialisme et du militarisme, parce que, trop enfoncés dans les intérêts matériels, ils ont perdu de vue les principes moraux auxquels ils ont dû leur prospérité et leur grandeur.

(1) Il est à remarquer que cette discorde est née en France comme en Italie.

« Les attentats anarchiques sont des avertissements à la bourgeoisie pour qu'elle ne croie pas que la seule force suffise à maintenir l'ordre et la paix intérieure, et pour qu'elle sache que l'éducation civile des peuples est toute à refaire, en lui donnant pour base le respect de la vie humaine et le devoir de la coopération de chacun au bien de tous.

« Non moins instructif est le dissentiment né au sein du socialisme, parce qu'il enseigne que la passion de la lutte est mauvaise conseillère, qu'il faut l'accompagner d'un large esprit de bienveillance et de tolérance envers tous (les anciens pères de l'Église avaient enseigné à combattre le péché, non le pécheur), si l'on ne veut pas devoir finir par se retourner contre ses propres compagnons de foi et de lutte.

« Les principes de justice, de liberté individuelle, de respect de la vie, de solidarité entre les hommes et les peuples demeurent donc aujourd'hui et toujours les vraies et solides bases de la bonne entente civile et de la paix entre les nations. »

Nous le demandons, est-ce que la citation que nous venons de faire n'est pas bien à sa place dans la *Coopération des Idées*, et le sentiment de Moneta n'est-il pas en parfaite harmonie avec celui de Deherme ?

Un des articles les plus curieux de cet excellent almanach est celui que le Dr Favari y a publié sous ce titre : *La Médecine pacificatrice*, et dans lequel il montre que l'action collective des savants de tous les pays pour préserver l'espèce humaine de fléaux communs est l'un des meilleurs modes de rapprochement entre peuples.

Une page inédite d'Alessandro Manzoni sur la guerre, page qui avait été recueillie par Ruggero Bonghi

en 1885, est digne aussi d'être mentionnée, et, comme elle remonte à une époque déjà lointaine, elle atteste la vérité de ce que nous disions au commencement de cet article, que toujours en Italie de grands esprits ont travaillé pour la paix.

« Il y a des exercices de l'activité humaine, disait très philosophiquement Manzoni, qui sont identiques dans leur but, de telle façon que, bien que non dirigés par suite d'un concert et séparés par l'espace et le temps, on peut les considérer comme une coopération et porter sur eux un jugement d'ensemble.

« Il y a d'autres exercices de cette même activité qui, quoique du même genre, non seulement n'ont pas un but commun, mais ne peuvent avoir lieu qu'avec des buts opposés et pour se détruire mutuellement, en sorte que, au point de vue de leur valeur respective, on ne peut leur donner une qualification commune. Si l'un est bon, l'autre est nécessairement mauvais.

« La guerre est de cette catégorie. Le travail est bon ; un travail peut être bon, sans que cela suppose qu'il y en ait un vicieux qui le fasse trouver bon ; au contraire, une guerre défensive de la part de qui a raison est bonne ; mais elle ne peut exister qu'à la condition d'une guerre injuste. On ne peut donc attribuer à toutes deux la qualification de bonnes. »

Un passage très spirituel de quelques lignes consacrées par M. Edmondo de Amicis à nous peindre la vie à la frontière du Mont-Cenis, est assez amusant, surtout pour des Français.

« La première fois que je passai par là, dit M. de Amicis, un carabinier italien, debout devant l'huis de son corps de garde, observait avec une lunette d'approche les montagnes de la France, comme s'il épiait la marche d'une armée d'invasion ; et un gendarme

français, assis devant sa maisonnette, fumait béatement une pipe en homme sûr du bon succès de l'entreprise. Des vaches formant un seul troupeau, mais appartenant aux deux États, paissaient ensemble dans une fraternité toute latine l'herbe d'un petit pré voisin. Un de nos officiers de cavalerie, venu pour faire une course à cheval, comme promenade hygiénique, s'arrêta près de la frontière ; le gendarme, s'étant levé, le salua ; il lui rendit son salut et tourna bride. »

Nous avons été heureux de retrouver dans cet almanach de très justes considérations de notre excellent ami Georges Deherme sur le Palais du Peuple et la paix, considérations trop présentes à l'esprit de nos lecteurs pour qu'il y ait lieu de les reproduire ici.

Guglielmo Ferrero, en un article intitulé *L'admiration pour les hommes politiques*, s'élève contre le préjugé qui attribue dans l'évolution du monde social une trop grande importance au rôle individuel de quelques hommes politiques d'ailleurs remarquables (1).

« La conception de la vie historique des nations est encore viciée, dit très bien Ferrero, par un grossier anthropomorphisme, grâce auquel nous ne comprenons les choes, les progrès, les décadences, les changements qui se produisent dans les États, dans les classes sociales, dans la civilisation, que comme étant l'œuvre de peu d'hommes, qu'ils se nomment Périclès, Alexandre, Pompée, Jules César, Charlemagne, Luther, Napoléon I^{er}, Cavour, Bismarck. C'est pourquoi nous sommes souvent envahis par le besoin hystérique d'admirer l'un ou l'autre de ces personnages avec une

(1) C'est le cas de rappeler ici le mot d'Anacharsis Clootz : « ô France, guéris-toi des individus ».

exagération malade; nous attribuons à ces hommes des visées d'une superlative profondeur, dont ceux-ci ne se sont jamais doutés eux-mêmes; nous faisons remonter à leur génie des effets que nous croyons découler de leurs actes et qui en sont très éloignés, car ils se produisent fort longtemps après, ou, s'ils sont contemporains, ils n'ont avec eux qu'une coïncidence fortuite.

« Nous oublions pour accroître leur gloire tous les concours qu'ils ont rencontrés autour d'eux. La conquête romaine de la Gaule est, pour les immenses effets qu'elle eut, l'un des événements les plus grands de l'histoire d'Europe; mais César, qui la réalisa et qui, d'ailleurs, était un homme de la plus haute intelligence, était si peu conscient de ce qu'il allait faire qu'il ne se résolut à une pareille entreprise que par des motifs de politique tout à fait contingents et provenant de la situation dans laquelle il se trouvait alors.

« Cet événement, si important dans ses résultats derniers, ne fut dans l'esprit même de son principal auteur qu'une partie d'une grosse et ténébreuse intrigue politico-électorale. Et il en est presque toujours ainsi. Aucun génie ne peut conduire l'histoire, mais la force des événements entraîne tous les hommes, grands et petits, aveuglément, vers les ténèbres immenses de l'avenir. »

Il y aurait encore beaucoup à extraire de cette excellente publication, mais il faut nous arrêter là, et nous en avons assez dit pour faire comprendre comment les Italiens entendent l'action pacifique dans leur pays.

L'un d'entre eux, et des plus éminents, le marquis Alessandro Tassoni, dans le numéro du 5 janvier 1901 de *La Vita Internazionale*, émettait l'idée, reprise et

développée depuis en un beau livre par le sociologue russe Jacques Novicow, que l'Italie devrait se donner la mission d'accomplir la fédération européenne.

« Pour réaliser la fédération des États de l'Europe, disait le marquis Tassoni, il faut une nation jeune qui n'ait pas de fortes traditions militaires, qui, par tempérament et par besoin d'économiser ses forces, se tienne éloignée de la conquête, et aussi parce que cette nation s'est formée quand presque toutes les possessions coloniales étaient déjà réparties entre des Gouvernements plus riches et plus mûrs.

« Et cette nation est l'Italie, berceau du Romanisme et de la Renaissance, terre qui, par l'enchantement de la nature et sous l'influence d'une civilisation millénaire, est considérée par les meilleurs esprits de l'Europe comme une seconde patrie. Elle serait le pays le plus apte à servir de centre au mouvement d'idées pour la fédération européenne la plus propre à donner droit de cité à tous les esprits d'élite, à tous les cœurs généreux qui, dans le monde entier, travaillent à la réalisation de cet idéal. »

Nous ne savons pas encore au juste comment s'orientera le jeune roi Victor-Emmanuel III, qui n'en est qu'au début de son règne, mais quoique souverain d'un pays dont la force militaire est de beaucoup inférieure à celle de l'Allemagne, il ne tarderait guère, s'il entrait résolument, pour les faire appliquer, dans les vues des humanitaires à primer Guillaume II, caractérisé ainsi par Novicow : « un homme du x^e siècle vivant au xx^e ».

EDMOND THIAUDIÈRE.

L'École devant la Nation

IV. — LA RÉNOVATION NÉCESSAIRE

La Vie active

L'école doit apprendre à l'enfant à agir comme homme, comme ouvrier, comme citoyen, sans prétendre lui en donner du coup l'habileté parfaite, mais en commençant en lui des habitudes et en y instituant un savoir que l'avenir pourra fortifier et enrichir.

Il faut que l'école fasse d'abord et surtout de l'élevage, que l'enfant y devienne un bon animal et y apprenne à soigner en lui l'animal, tandis qu'elle en fait actuellement un avorton, souffreteux, sédentaire, qu'elle l'empoisonne et lui donne à tous égards le mépris du corps, à moins qu'elle ne lui en inspire une attention inquiète et inepte. Nous ne sommes pas de purs esprits, et le corps n'est pas une formalité : c'est la vie même, et nous vivons d'abord et toujours par lui : c'est le plus insensé des régimes qui l'oublie et l'étirole.

L'école traite les enfants en purs esprits, dont le corps n'est qu'illusoire quoique encombrant et agité, dont la jeunesse n'est qu'une impudence.

Il est d'un bon sens clair pour tout autre qu'un pédagogue que l'école doit d'abord enseigner et pratiquer l'hygiène, donner un ensemble de notions très nettes et très fermes sur la propreté, la nourriture, la modération des appétits, les précautions à prendre pour éviter les maladies, la propreté du logis.

L'hygiène est pour ainsi dire la sagesse physique qui, comme l'autre, se tient dans le juste milieu, et le corps sain peut contribuer à entretenir l'âme saine.

Il est vrai que pour enseigner l'hygiène il faudrait que l'instituteur la connût, et il n'y a rien qu'il n'ignore et n'enfreint si allègrement. Il déforme les meilleures prescriptions en formalités dangereuses : il faut avoir vu balayer une école pour comprendre qu'il vaudrait cent fois mieux y laisser la poussière tranquille. Les classes ne sont jamais aérées et leur relent *sui generis* est comme un fumet pédagogique indispensable à l'inspiration des bons maîtres. Dans ses pages épiques sur les odeurs, Zola a oublié l'odeur scolaire, « plus forte mais non mieux sentant que rose, » comme vocite Rabelais ! Les enfants s'y embaument et y croupissent six et huit heures par jour, pendant que sur les murs rutilent des poumons modèles et que le magister développe la théorie de la respiration idéale.

Mais l'hygiène ne peut qu'entretenir la force que l'exercice doit accroître, et Montaigne dit que, pour affermir l'âme, il faut durcir les muscles. La question pourtant n'est point de posséder des muscles puissants, mais des nerfs bien trempés, un corps souple, agile, aimant l'exercice et l'air libre, résistant, fort pour ne point commander et pour pouvoir obéir. Or l'école tient les enfants assis six et, pour beaucoup, huit heures par jour dans l'immobilité érigée à la hauteur d'un « devoir ». La gymnastique est nulle comme efficacité, ridicule comme méthode, dérisoire comme importance. Deux ou trois pirouettes à un trapèze, ou cinq ou six « mouvements alternatifs » sont la grotesque parodie d'une éducation physique. On veut exercer les enfants à une gymnastique de vieillard ou d'acrobate, insuffisante ou érudite et fantaisiste. Il faut d'abord en augmenter considérablement la durée, ou bien plutôt la fréquence, substituer à la

gymnastique saccadée et comme épileptique, qui nous vient de la caserne, la gymnastique lente qui discipline les nerfs.

L'entraînement nécessaire ne peut s'obtenir que par les jeux et par les exercices réglés ; pourtant la gymnastique avec appareils, depuis longtemps abandonnée dans tous les pays, survit encore seule en France comme sur la terre élue de la routine.

Il faut que le jeu devienne un exercice scolaire très fréquent, réglé, un enseignement d'activité, d'adresse, de discipline, mais le jeu actif, qui fait courir, sauter, poursuivre, et non le jeu de billes. Jouer ensemble apprend à vivre ensemble ; on y prend en s'amusant, et pour mieux s'amuser, comme plus tard ou continuera à pratiquer pour mieux vivre, l'habitude de la règle, de la loyauté, de l'initiative et de l'obéissance, de l'émulation, de l'organisation : on ne peut concevoir d'exercice plus complet, plus riche et, pour nous faire comprendre des pédants, plus « pédagogique ». En trois heures d'études coupées de jeux, l'enfant apprendrait mieux qu'en six heures interrompues seulement de visites en file indienne aux endroits indispensables. Mais, et le plus difficile à obtenir, c'est que le maître n'aurait presque rien à faire ; ce serait un peu au tour des enfants de crier, et il y verrait une concurrence insupportable et c'est trop lui demander que de ne lui demander que peu de chose. Le zèle est la plaie de l'enseignement primaire.

(*À suivre.*)

X...

Fédération régionale des U. P. du Nord-Est

Le 2 février dernier s'est réuni un Congrès des Universités populaires, auquel avaient adhéré les U. P. de Bar-le-Duc, Châlons-sur-Marne, Epernay, Reims, Suippes, Troyes, Vitry, et la *Coopération des Idées*.

Il a été bien entendu que l'Université populaire devait garder son caractère d'association pour l'éducation sociale, pour l'enseignement supérieur du peuple, qu'elle devait rester en dehors des querelles confessionnelles ou politiques. Le camarade Conrad, de Troyes, a émis le vœu que la *Coopération des Idées* publie dorénavant les communications des U. P. de la Fédération. Il est inutile de dire que notre Revue insérera volontiers les communications importantes des U. P. de la Fédération.

M. Jules Payot ayant été chargé de résumer les travaux du Congrès, nous en publierons des extraits dès que ce rapport nous sera parvenu.

Voilà une excellente tentative. Son succès est certain.

Les Livres qui font penser

Archytas de Métaponte, drame en trois actes, par Henri Mazel, 3 fr. (Société du *Mercur de France*, 15, rue de l'Echaudé-Saint-Germain). — J'imagine que M. Henri Mazel ne se propose point de faire représenter ses drames. Son souci d'art et de penser est exclusif, il me semble. Sa philosophie concise, son art délicat ne conviennent point à la scène.

Archytas est une évocation magnifique de la grande Grèce dans le chaos des forces de haine, de domination. Les Barbares commencent déjà d'effrayer la civilisation ; la Plèbe, les Esclaves, la minent ; Rome, là-bas, prépare ses conquêtes. C'est qu'un peuple ne grandit pas seul. Il n'y a pas de liberté, sinon pour tous ; et pas de beauté, sinon

pour tous. Et pour cela, le monde hellène sera dissout; puis la Cité romaine. Mais Archytas, l'ariste orgueilleux et violent, instruit par l'amour, indique le salut, qui est l'amour. Et précurseur illuminé de Jésus, il donne sa vie pour le salut des hommes, de tous les hommes.

Rédemption sociale, par Albert Jounet (chez l'auteur, à Saint-Raphaël, Var). — La rédemption sociale est dans l'harmonie. « Les sectaires de toute espèce, dit-il, perdent leur temps, leur force et leur intelligence à crier d'une chose ou d'une autre : *Voilà l'ennemi!* Pour moi, il n'y a rien dont je dise : *Voilà l'ennemi!* »

Fondation d'une colonie, par Larminier, o fr. 25 (Bibliothèque du Syndicat des égoutiers de Paris). — On meurt beaucoup dans la corporation des égoutiers. C'est dire qu'il y a beaucoup d'orphelins. Le Syndicat n'est riche que de solidarité, et il n'y suffit pas toujours. M. Larminier, secrétaire du Syndicat, a donc eu la pensée, généreuse et intelligente, de fonder une colonie, à Bondy, où seraient recueillis, avec les vieux retraités, à qui la ville alloue une pension de 600 fr., les petits orphelins. Pour cela, il demande peu de chose : un bout de terrain presque inutilisé par la Ville. Mais nos politiciens ont d'autres occupations. Jusqu'ici, ils ont fait la sourde oreille. Les enfants sans foyer, les vieillards sans soins, cela presse moins que les élections.

Guide pour l'organisation et l'administration des Sociétés coopératives de consommation, par P. Clavel, 2 fr. 25 (au siège du Comité central, 1, rue Christine). — Tous les coopérateurs connaissent la valeur du Guide Clavel, qui leur a rendu tant de précieux services. Il est indispensable à toute Société en formation, à tous ceux qui se proposent de prendre une part active à la coopération, ou encore à ceux qui désirent seulement connaître le mécanisme des Sociétés coopératives françaises. Cette 4^e édition est considérablement augmentée d'une partie administrative, juridique et commerciale due à M. Soria.

Le Cerveau, par le D^r Toulouse et le D^r Marchand, 2 fr. 50 (Schleicher, éd., 15, rue des Saints-Pères). — Les

auteurs ont su mettre à la portée de tous ce qu'il importe pour tous de connaître du système nerveux et du cerveau. Des gravures bien choisies illustrent le texte.

Offrande à l'oubli, par P. Gilbert, 3 fr. 50 (éditions de *la Plume*, 31, rue Bonaparte). — Des vers qu'excuse la modestie du titre,

Quelques vers, sitôt cueillis, sitôt fanés...

Thérèse Degaudy, par J.-H. Rosny, 3 fr. 50 (Édition de *la Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens). — Ce n'est pas un « roman de mœurs mondaines », comme dit le sous-titre, mais un drame d'abstractions. Les personnages ne se meuvent que pour la logique des idées. Ils ne sont pas vraisemblables, il sont vrais, spécifiquement. Dans l'individualisme romantique, malgré l'apparence des gestes, du décor, de la friperie, tout est faux. Ici, dans *Thérèse Degaudy*, nous voyons bien que les acteurs ne sont pas de chair et d'os, mais les idées qui les agitent nous sont familières, elles découvrent nos ressorts. Je crains qu'on ne se méprenne sur ce naturalisme complexe des idées, et qu'on ne reproche aux auteurs ce qui est le meilleur de leur œuvre. Mais ceux-ci ne se sont-ils pas mépris eux-mêmes en qualifiant leur livre de « roman de mœurs mondaines » ? C'est mieux. C'est un roman de l'énergie sociale. Barrès a mis fièrement, en tête de sa trilogie, les *Déracinés*, l'*Appel au Soldat*, *Leurs Figures* (1), « roman de l'énergie nationale ». Ces deux formules nous servent au surplus à indiquer la parenté intellectuelle de ces écrivains et ce qui les différencie. Chez Barrès, l'influence de la race, de la terre et des morts est prépondérante; chez les Rosny, c'est la détermination de la caste, de l'adaptation sociale qui apparaît. Celui-là se préoccupe de l'hérédité, de la tradition, de ce qui assure la stabilité, la continuité, l'ordre; ceux-ci s'inquiètent du mouvement des masses, des combinaisons nouvelles, de la formation des originaux, du progrès humain.

Je ne puis analyser ce livre : je veux dire seulement com-

(1) Il sera fait un compte rendu de *Leurs Figures* au prochain numéro.

bien il importe de le lire. La trame des faits, la construction, ce n'est que l'accessoire.

Mais voici l'idée centrale. C'est l'impuissance au bonheur de la volonté personnelle ; car la volonté, qui n'est que la somme de propulsions sociales contenues en nous, et qui viennent en grande partie de la classe à laquelle nous appartenons, se heurte à d'autres volontés ou à des faiblesses, c'est-à-dire à des révoltes. Elle n'est donc qu'une force du passé qui se dépense et, conséquemment, s'épuise. La force créatrice et qui se crée n'est pas là. Elle est dans la nouveauté, c'est-à-dire dans l'inquiétude, la misère, la maladie, le vice même, qui forment les volontés de demain, sûrement victorieuses. Mais de toute manière, c'est dans la société qu'est toute énergie, soit que, favorisés par le sort, nous n'ayons qu'à y puiser ; soit que, parias, il nous faille la faire surgir de notre fonds ; car ce n'est qu'après s'être discipliné qu'on peut agir, ce n'est qu'après s'être adapté qu'on peut vouloir.

Dans la résistance de l'organisation établie à l'organisation en devenir les auteurs représentent celle-ci par Malloire, un névropathe, ce qui est d'une juste observation ; mais aussi par une femme, Thérèse, ce qui est, à mon sens, une erreur de psychologie. La femme normale est l'agent conservateur par excellence. C'est là, semble-t-il, sa plus importante fonction sociale. La légère hystérie de Thérèse ne l'explique pas d'y manquer. Les auteurs m'offrent un exemple : « Thérèse donna plus de 100.000 francs aux Universités populaires. » Les Universités populaires, il est vrai, ont été, une saison, à la mode, et j'admets que Thérèse ait pu s'emballer là-dessus comme elle se fût emballée pour *Résurrection* ou les breloques de tortues vivantes. Mais, si riche qu'on puisse être, parce qu'on est belle, « 100.000 francs », c'est de la sincérité. Nous sentons bien que Thérèse n'a fait que suivre la mode, — une mode à bon marché. Dans *la Révolte*, Villiers de l'Isle Adam a commis la même faute ; mais son romantisme l'y inclinait. Si la nouveauté est toujours, socialement, une manifestation morbide, puisqu'elle est, en fait, un refus de s'adapter à des formes organisées, ce refus doit prendre, nécessairement, chez la femme, étant donnée sa constitu-

tion morale, un caractère beaucoup plus vésanique que chez l'homme. Or c'est le contraire que nous présentent les auteurs.

J'eusse souhaité, en outre, un autre motif, pour un tel livre, que celui de l'amour sexuel.

Le contrat de travail. Le rôle des Syndicats professionnels, par Paul Bureau, 6 francs (F. Alcan, éd., 108, boulevard Saint-Germain). — M. Paul Bureau emploie la méthode d'observation de Le Play, qui est excellente; mais il rejette son système, le *paternellisme*, qui est contestable et ne répond plus aux exigences modernes de la grande industrie. C'est que la grande industrie a modifié les rapports entre l'employeur et ses employés. Au contrat individuel de travail, éphémère, sans sanction, il convient de substituer dorénavant le contrat collectif, permanent, garanti, appuyé par une forte cohésion professionnelle.

Ainsi l'auteur est amené à comparer deux types de grèves : la grève organisée, la grève anarchique. L'exemple est bien choisi. Mais nous constatons aussitôt que la grève réglée, savante est toujours de la guerre. Et, si elle est moins bruyante, elle n'en est que plus désastreuse. Si elle est moins fréquente, c'est que ses pertes sont considérables et qu'il lui faut un long temps pour les réparer. La grève des mécaniciens anglais que cite l'auteur a coûté 27 millions aux ouvriers — qui ont été vaincus — et 50 millions aux patrons. Je passe les répercussions plus onéreuses encore. Il est évident que de tels exploits ne se peuvent renouveler souvent. Mais la mort n'est pas la paix, la ruine n'est pas l'ordre.

Il est absurde que les forces sociales se concentrent pour s'opposer et se heurter. Elles n'ont à s'organiser que pour coopérer.

Certes, le régime actuel oblige l'ouvrier à se défendre, et il ne saurait mieux le faire qu'en se syndiquant. Mais c'est là une nécessité qu'il faut déplorer.

M. Paul Bureau s'inquiète du désordre économique croissant, de l'antagonisme toujours plus âpre entre le coopérateur patron et le coopérateur ouvrier. Mais je ne crois pas que ce soit en armant les parties qu'on arrêtera

le conflit. On fera la haine plus digne, plus sûre d'elle ; mais on ne l'éteindra pas. Somme toute, pour l'auteur, nous devons instituer dans la société une espèce de paix armée. Nous savons ce que nous coûte l'autre. La paix armée n'est qu'une guerre latente, avec tous les maux et sans les vertus de la guerre patente. Nous sommes contraints à une reconstitution sociale qui harmonise les forces et les fasse converger.

M. Paul Bureau analyse exactement les méfaits de la concurrence. Mais il voit le mal surtout dans la réduction des salaires. C'est une apparence. Le salaire n'est qu'une relation. Dans bien des cas, les patrons ne pourraient l'augmenter sans se ruiner ; et dans tous les autres cas l'augmentation serait fort peu de chose, et au grand détriment de la capitalisation. On ne pourrait, très difficilement d'ailleurs, augmenter sérieusement les salaires qu'en généralisant cette mesure à tous les métiers et à tous les pays industriels. Mais, alors, la situation de l'ouvrier ne serait pas changée, car le rapport serait le même, nécessairement. Je sais bien que cette illusion est partagée par tous les ouvriers syndiqués, et c'est là un grand obstacle à une action scientifique ; mais nous devons la dissiper.

Le mal produit par la concurrence est surtout dans l'anarchie économique de la production, dans le désordre social, dans la corruption profonde des mœurs professionnelles, dans l'incohérence et le gaspillage insensé des forces économiques. Le remède ne saurait donc être, pour les ouvriers, uniquement dans « la cohésion organique de leurs forces, sous diverses formes strictement professionnelles et spécialement sous la forme du syndicat ».

Fidèle à sa méthode, M. P. Bureau nous cite la Fédération typographique, et certes, encore une fois, l'exemple est bien choisi. Grâce à Keufer, c'est là, pour la France, le syndicat modèle. Il maintient, à peu près, le contrat de travail collectif qu'il a établi avec le patronat. Mais il n'a rien pu contre la machine à composer, il ne peut rien contre le chômage. La caisse de chômage qu'il vient de former deviendra de moins en moins suffisante. Je citerai au contraire les ébénistes, qui sont dispersés, dont le syndicat n'existe que de nom, et qui, cependant, ont un salaire plus élevé.

moins de chômage et une situation, en général, meilleure que celle des typographes, dont le métier a ce privilège de fournir, dans les statistiques des asiles de nuit à Paris, le plus gros pourcentage. C'est que, chez les ébénistes, le machinisme est encore peu développé (1).

M. Paul Bureau objectera que les typographes des États-Unis, mieux disciplinés que ceux de France, ont résisté victorieusement à la machine à composer. Voyons. Ils ont exigé, dit-il, du patron utilisant le linotype, une augmentation de salaires ; ils ont alloué aux nouveaux chômeurs une indemnité. Mais cette augmentation de salaires n'était pas une compensation suffisante, car le patron *devait* avoir un intérêt à employer des machines coûteuses ; d'autre part, l'indemnité de chômage ne pouvait être que provisoire. Si la Fédération a versé cette indemnité jusqu'à ce que les ouvriers que le linotype excluait de l'atelier eussent trouvé une place précaire dans d'autres professions, c'est tout ce qu'elle a pu faire. Mais qui ne voit, alors, que ce n'est là qu'un expédient, une solution particulière et momentanée à une question générale, permanente, et toujours plus menaçante ? Évidemment, ce procédé tout empirique fait honneur à la discipline corporative, à la volonté sociale des ouvriers américains. Il diffère des crises trop aiguës, il tempère les souffrances trop ardentes sur un point spécial, pour les répartir dans tout le corps social. Mais le virus reste ; et, quand tout le corps social sera saturé, il n'y aura plus d'expédient possible.

C'est donc le chômage qui est la grande question sociale, non le salaire. Or le syndicat, même en imposant un contrat collectif de travail, ne peut rien contre le développement du machinisme ; et il est bon, au surplus, qu'il ne puisse rien.

Si un salaire de famine indique que la profession est à organiser, et je suis là bien d'accord avec M. Bureau, il faut penser, avec de meilleures raisons encore, que le chômage signale que le crédit, la production, l'échange, la

(1) L'ouvrier typographe, à Paris, gagne 0 fr. 65 de l'heure, l'ébéniste 0 fr. 80. Je fais exception, naturellement, pour les façonniers, les trôleurs de Charonne, qui ne sont pas, à vraiement dire, des ouvriers.

consommation sont à réorganiser sur des principes nouveaux. Et c'est la coopération.

Études socialistes, par Jean Jaurès, 3 fr. 50 (Ollendorf, éd., 50, chaussée d'Antin). — L'autorité politique enivre les esprits qu'elle veut asservir à son culte. Le Jacobin a des œillères, et il titube. Plus il va, plus il s'égaré ; car les forces démocratiques s'accroissent. Mais il les ignore, ne visant que la force inerte de l'autorité politique. Jaurès en est un exemple, qui vaut par la sincérité de l'homme. Je crois qu'il ferait tout son possible, au pouvoir, pour être un bon roi, à condition que nous acceptions docilement, avec nos idées, nos sentiments, notre action, d'être des moyens de gouvernement, des sujets. Mais c'est cela, précisément, qui n'est plus possible.

Ainsi il serait peut-être naïf d'attacher un sens propre aux idées fluctuantes de Jaurès. Nous savons ce qu'il y a au fond. C'est le passé rhabillé par un prestigieux rhéteur. L'avenir est dans la liberté, dans l'action libre, dans les associations, dans tout ce qui intensifie la vie sociale et la développe, dans tout ce qui diminue l'autorité politique, c'est-à-dire l'oppression, dans tout ce qui fortifie la discipline sociale, c'est-à-dire la liberté.

Vers la Langue internationale, par Léon Bollack, 0 fr. 50 (aux bureaux de *la Revue*, 12, avenue de l'Opéra). — Tous les partisans de la langue internationale entendent une langue utilitaire et non littéraire. Mais, si cette langue peut faciliter les relations d'affaire entre les nations, il y a à craindre qu'elle nuise précisément aux échanges intellectuels, puisqu'on aura moins de motifs d'apprendre les langues étrangères. Or n'est-ce pas surtout l'échange intellectuel qu'il convient de faciliter ? Les marchands, eux, ont toujours eu leur langue internationale, qui est le cours de la Bourse. Une langue utilitaire et non littéraire n'augmenterait-elle pas encore les malentendus internationaux ?

La Nouvelle Alsace, par Émile Strauss, 2 francs (Bibliothèque de *la Critique*, 50, boulevard Latour-Maubourg). — Dans ce petit livre, joliment illustré, M. Strauss nous fait connaître l'Alsace intellectuelle. C'est l'histoire d'un

pays opprimé qui s'efforce de se libérer par l'esprit et de se survivre en laissant de la beauté.

Heures, poèmes, par Henri Delisle (à la *Revue Verlainienne*) 99, avenue La Bourdonnais).

Georgina, par Pol Levengard (Lyon). — Des vers encore; mais sous une couverture dont la pourpre truculente veut exprimer, j'imagine, la sombre passion. M. Maurice Barrès a eu l'indulgence d'une préface. Mais combien ironique!

Sur la participation aux bénéfices, par H.-L. Follin (Guillaumin, éd., 14, rue Richelieu). — M. Follin répond à un protagoniste de la participation aux bénéfices, M. E. Waxweiler, au nom de l'orthodoxie économique. L'esprit de système rend féroces les meilleurs cœurs et aveugle les plus vives intelligences. Pour M. Follin, la misère des êtres, le désordre croissant des choses sont les conditions d'une harmonie économique supérieure, qui nous reste, d'ailleurs, invisible et intangible. Mais cela *doit* être, car les lois économiques sont telles.

Histoire des Bourses du travail, par Fernand Pelloutier, 3 fr. 50 (Schleicher, éd.). — Cet ouvrage du regretté F. Pelloutier traite d'une organisation puissante déjà du prolétariat : les Bourses du travail. Il nous initie à leur fonctionnement, il nous décrit leurs œuvres d'éducation ou de solidarité, il nous dit leur avenir.

Sans doute, les Bourses du travail ont encore, trop souvent, une fâcheuse tendance au mysticisme révolutionnaire. Mais faisons leur confiance. Nous devons croire aux vertus d'éducation de toute organisation. Les rêves vagues, le messianisme confus et puéril, de la grève générale passeront, peut-être, avant les cruelles expériences. Il restera l'œuvre positive, organique.

L'Évolution de la vie, par le Dr Laloy, 2 fr. 50 (Schleicher, éd., 15, rue des Saints-Pères). — Il faut forcer les curiosités. C'est ce que les Universités populaires ont de mieux à faire. Elles trouveront une aide précieuse dans les livres comme *L'Évolution de la vie*. C'est beaucoup, pour l'éducation sociale, de découvrir aux travailleurs qu'ils ont à s'inquiéter de quelques idées. Cette passion

ennoblit. La résignation de l'ivrogne abruti, la quiétude de l'égoïste, la certitude présomptueuse du sectaire, voilà les obstacles à ce que nous voulons.

Et qu'est-ce qui peut le mieux réveiller le désir passionné de penser, l'orgueil ennoblissant de connaître, que cette question de l'évolution de la vie ? Le développement de la vie dans l'individu, dans l'espèce, dans le monde, voilà ce que la science peut nous montrer déjà, et voilà ce que l'auteur, dans ce livre, a su mettre à la portée de tous. Quant aux origines de la vie, quelle est son essence, quelle est sa fin, nous ne le savons pas ; mais cela laisse une inquiétude qui est bonne.

X **La Vie artistique de l'humanité**, par A. Roux, 1 fr. 50 (Schleicher, éd.). — Sommaire attachant de l'évolution de l'art, sous toutes ses formes, dans tous les temps. Nous suivons avec émotion l'admirable effort humain pour réaliser une beauté toujours plus pure. Le passé nous a portés, comme nous contenons l'avenir. L'art, mieux que la philosophie contradictoire, mieux que la science hésitante, éclaire cette religion. Ce petit livre, ainsi, est bon, et contribue à nous donner le sentiment réconfortant de la continuité. Une copieuse illustration rappelle les chefs-d'œuvre-types des races et des époques. Je regrette seulement que l'éditeur ait cru devoir remplacer, pour quelques-unes, les photographies par des dessins.

L'École de demain, par Édouard Petit, 3 fr. 50 (A. Picard, éd., rue Soufflot). — M. Édouard Petit a noté, dans ce livre vivant, l'effort d'éducation avant, pendant et après l'école qui s'accomplit, en ce moment même, par tout le pays. Mais je reprocherai à l'auteur d'avoir omis les Universités populaires. Dans tout ce gros volume quelques lignes seulement sont consacrées à une seule U. P. de Paris. Mieux encore que tous les exemples que rapporte M. Petit, les Universités populaires montrent bien ce que sera l'École de demain, je veux dire l'École libre.

G. DEHERME.

Le Directeur-gérant : G. DEHERME.

LE PALAIS DU PEUPLE

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE

(Constituée légalement à Paris le 14 Juin 1900)

Siège social : 157, Faubourg Saint-Antoine

PARIS

COMITÉ DE PATRONAGE

MM. A. Aulard, professeur à la Faculté des Lettres ; Pierre Baudin, ministre des Travaux publics ; Henri Bauër, homme de lettres ; Ch. Beauquier, député ; Henry Bérengrer, homme de lettres ; Maurice Bouchor, homme de lettres ; Emile Boutroux, de l'Institut ; Henri Brisson, ancien président de la Chambre, député ; Victor Brochard, professeur à la Sorbonne ; Ferdinand Buisson, professeur à la Sorbonne ; Eugène Carrière, artiste peintre ; Victor Charbonnel, homme de lettres ; Georges Clemenceau, homme de lettres ; D^r Delbet, député ; Hector Depasse, homme de lettres ; Lucien Descaves, homme de lettres ; Paul Desjardins, professeur au lycée Michelet ; D^r Paul Dubuisson, médecin chef de l'asile Sainte-Anne ; Emile Duclaux, de l'Institut, directeur de l'Institut Pasteur ; A. Espinas, professeur à la Sorbonne ; d'Estournelles de Constant, ministre plénipotentiaire, député ; Arthur Fontaine, directeur du Travail au ministère du Commerce ; Lucien Fontaine, industriel ; Marcel Fournier, directeur de la *Revue politique et parlementaire* ; Eugène Fournière, député ; Anatole France, de l'Académie française ; Gustave Geffroy, homme de lettres ; Charles Gide, professeur à la Faculté de Droit ; Paul Guieysse, ancien ministre, député ; Charles Guieysse, secrétaire général de la Société des Universités populaires ; Etienne Jacquin, conseiller d'Etat, président de la *Ligue de l'Enseignement* ; A. Keüfer, secrétaire de la Fédération du Livre, vice-président du Conseil supérieur du Travail ; Ernest Lavisse, de l'Académie française ; Jules Lermina, homme de lettres ; Henry Michel, professeur à la Sorbonne ; A. Millerand, ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes ; Gabriel Monod, de l'Institut ; Pierre Morel, conseiller municipal ; Edouard Petit, inspecteur général de l'Instruction publique ; Georges Renard, professeur au Conservatoire des arts et métiers ; Charles Richet, professeur à la Faculté de médecine, membre de l'Académie de médecine ; Gabriel Séailles, professeur à la Sorbonne ; F. Schrader, géographe ; A. Vila, secrétaire de la Chambre consultative des Associations ouvrières de production de France ; Charles Wagner, pasteur ; Emile Zola, homme de lettres.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : Raphaël Barré ; *directeur* : Georges Deherme. — Maxime Adler, Achille Caron, Jules Dupasquier, Auguste Garnery, Léon Letellier, Henry Loyfert, Lucien Samson.

EXTRAIT DES STATUTS

ART. 2. — La Société a pour objet la construction, la mise en œuvre du Palais du Peuple, à Paris, et la création d'établissements analogues en province.

ART. 4. — La Société prend la dénomination de : **LE PALAIS DU PEUPLE**, Société anonyme à capital variable.

ART. 6. — Le capital social est variable. Il est formé d'actions de cinquante francs.

ART. 8. — Les actions sont payables **cinq francs** en souscrivant et le solde suivant décision du Conseil d'administration.

Les actions peuvent être libérées par anticipation.

Envoi franco des statuts et de la notice explicative à toute personne qui en fera la demande au Siège social, 157, faubourg Saint-Antoine.

ANNONCES,
1a ligne : 1 fr.

«BOUCHONS-TORRENT»
 Gratis Catalogue illustré
 Écrire à M. TORRENT, BOULOU (Pyr.-Or.) France.

NOUVEAU CIGARE NASAL et BUCCAL
 de A. DAUDÉ

Ce cigare inhalateur est absolument remarquable pour la guérison des maladies des voies respiratoires, du coryza, etc. Il supplée avantageusement les cigares de tabac et se recommande par l'odeur agréable qu'il répand autour du fumeur.

Envoi d'un CIGARE et d'un FLACON franco contre un mandat de 4 fr. adressé à

M. A. DAUDÉ, pharmacien, à Prats-de-Mollo (Pyrénées-Orientales)

En vente à la « Coopération des Idées »

<i>Un Pessimiste français,</i> par G. Deherme.	0 25	0 30
<i>Tolstoï,</i> par Suarès.	1 »	1 15
<i>Education et Révolution,</i> par Gabriel Séailles	0 05	0 10
<i>Le Palais du Peuple,</i> par Gabriel Séailles.	0 10	0 15
<i>L'Enseignement primaire congréganiste,</i> par Maurice Level	0 20	0 25
<i>Lettres d'un répétiteur en congé,</i> par Brenn.	0 60	0 70
<i>Jules Lagneau (avec portrait)</i>	0 50	0 60
<i>Qui veut la Santé et du Bonheur ?</i> par A. Marrot.	1 »	1 20
<i>Le Coopératisme (illustré),</i> par A.-D. Bancel, broché.	1 50	1 70
<i>La Coopération des Idées. — Une tentative d'éducation et d'organisation populaires,</i> par G. Deherme	0 50	0 55
<i>L'Education des Celules,</i> par Emile Duclaux	0 20	0 25

<i>De la Tolérance dans les U. P.,</i> par Lucien Le Foyer	0 10	0 15
<i>Les Règles de l'Honnête Discussion selon Pascal,</i> par Paul Desjardin	0 60	0 70
<i>Almanach de la Coopération.</i>	0 40	0 50
<i>Les Jésuites,</i> par Paul-Armand Hirsch.	0 30	0 40

Nota. — La Coopération des Idées se charge de procurer à ses membres et abonnés, SANS FRAIS, tous ouvrages, brochures, revues, journaux, etc.

Coopérative vinicole générale

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE

Statuts déposés chez M^e Brulle
notaire à Libourne

Siège social : LIBOURNE (Gironde)

Succursales à Montpellier, Épernay,
Chassagne, Montrachet et Cognac

Vins français de toutes provenances

Spécialité de fournitures aux
Sociétés coopératives

Echantillons et Renseignements franco

Le Courrier de la Presse

21, boulevard Montmartre, 21

PARIS

Directeur : A. GALLOIS

Le Courrier de la Presse lit 6.000
journaux par jour